CCE-118
2021-05-05
O. Champagne

Ministère
de l'Éducation
Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS
2021-2022

RÉPONSES À LA DEMANDE
DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

VOLET ÉDUCATION
VOLUME II - PARTIES 62 À 132

TABLE DES MATIÈRES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
VOLET ÉDUCATION – VOLUME II - PARTIES 62 À 132

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION (VOLET ÉDUCATION)

62. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyse, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :
a) le sujet;
b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
c) les coûts reliés à sa réalisation;
d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

63. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :
a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

64. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

65. Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :
a) la date;
b) la nature;
c) les participants;
d) si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

66. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisé par le ministère ou l'organisme, indiquer :
a) la date;
b) la nature;
c) les questions posées;
d) les réponses;
e) la firme retenue;
f) les coûts.

67. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :
    a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
    b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

68. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

69. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.

70. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.

71. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

72. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

73. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

74. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

75. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

76. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

77. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

78. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

79. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

80. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.

81. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.

82. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

83. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

84. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

85. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.

86. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

87. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

88. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.

89. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.

90. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.

91. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.

92. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.

93. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.

94. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.

95. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.

96. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.

97. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

98. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

99. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.

100. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

101. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.

102. Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)

103. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.

104. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

COVID-19

105. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme :
    - nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
    - nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021;
    - proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.

106. Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.

107. Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.

108. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'Internet, etc.)

109. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

110. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :
    a) liste des contrats;
    b) nom du fournisseur;
    c) montant déboursé.

111. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

112. Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

113. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :
    a) les sommes dépensées;
    b) le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
    c) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

114. Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :
   a) total des dépenses réalisées;
   b) type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);
   c) liste des fournisseurs retenus;
   d) coûts d'installation;
   e) liste des contrats accordés et montants déboursés;
   f) si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.

115. Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :
   a) le total des sommes dépensées;
   b) le nom des fournisseurs retenus;
   c) la liste des contrats.

116. Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou , en lien avec la pandémie de la COVID-19.

117. Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

118. Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)

119. Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.

120. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :
   a) le nombre d'autorisations;
   b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
   c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
   d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.

121. Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :
   a) le nom du professionnel ou de la firme;
   b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
   c) le coût;
   d) l'état de prestation des services;
   e) l'échéancier.

122. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :
   a) les noms du professionnel ou de la firme;
   b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
   c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
   d) le coût;
   e) l'échéancier;
   f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

123. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021 :
   a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
   b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
   c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
   d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

124. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

125. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

126. Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

127. Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.

128. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016 :
   a) nombre de stagiaires reçus;
   b) heures de stages effectués;
   c) rémunération totale déboursée.

129. Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :
   a) nombre total de véhicules;
   b) le type de véhicules;
   c) le nombre de véhicules hybrides;
   d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
   e) le nombre de véhicules électriques.

130. Veuillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :
   a) les sommes dépensées pour chaque action;
   b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en œuvre de chaque action.

131. Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.

132. Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexe (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacun de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :
a) le sujet ;
b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ;
c) les coûts reliés à sa réalisation ;
d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et les membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

RÉPONSE

a) La dépense totale relative au paiement des cotisations est de 3926,87 $.
c) - Institut des Auditeurs Internes Canada
- Ordre des architectes du Québec

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la *Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations* (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a engagé aucune dépense en paiement de cotisation à une association professionnelle pour l'année 2020-2021.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et les membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

RÉPONSE

Aucune cotisation remboursée.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :

a) La date ;
b) La nature ;
c) Les participants ;
d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) La date ;
b) La nature;
c) Les questions posées;
d) Les réponses;
e) La firme retenue;
f) Les coûts.

RÉPONSE

a)b) c) d) La question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

E) Firme	F) Montant
Synopsis	160 000,00 $
Synopsis	5 500,00 $
Segma Recherche	16 360,00 $
Segma Recherche[1]	14 162,50 $ Honoraires : 12 875,00 $ CAG 1 287,50 $
Ministère de l'Éducation	0$
Ministère de l'Éducation	0$

[1] Prestataire sous contrat avec le Centre d'acquisitions gouvernementales.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) la date;
b) la nature;
c) les questions posées;
d) les réponses;
e) la firme retenue;
f) les coûts.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a pas réalisé de sondage ou d'enquête d'opinion au cours de l'année 2020-2021.

Aucun coût lié aux quelques sondages de satisfaction réalisés à l'interne.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) la date;
b) la nature;
c) les questions posées;
d) les réponses;
e) la firme retenue;
f) les coûts.

RÉPONSE

Pour l'année 2020-2021 :

Aucun sondage et aucune enquête d'opinion n'ont été réalisés par l'Institut national des mines.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses publicitaires – médias communautaires et Internet :

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant;

a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant

Campagnes publicitaires	**Pourcentage des dépenses publicitaires - Médias communautaires**	**Montant**
Campagne de recrutement et de valorisation des métiers de l'éducation « Répondez présent »	5 %	28 750,00 $
Nouvelle gouvernance scolaire	5 %	14 000,00 $

b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant

Dépenses publicitaires	**Pourcentage des dépenses publicitaires - Internet et médias sociaux**	**Montant**
Campagne de recrutement et de valorisation des métiers de l'éducation « Répondez présent »	62%	524 339,12 $
Nouvelle gouvernance scolaire	21%	68 170,00 $
Exploitation sexuelle	100 %	55 705,00 $
Promotion de la plate-forme *Je réponds présent*	100%	4 269,00 $
Concours organisé pour le bal des finissants du secondaire 2020	100 %	1 416, 67 $
Infographies commanditées pour la promotion de l'activité physique (période des fêtes)	100 %	2 125, 00 $
Promotion des ressources éducatives pour la continuité scolaire (portail « école ouverte »)	100 %	1 565,24 $

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

RÉPONSE

a) 0 %
b) 100 % de nos publicités ont été faites sur Internet et les médias sociaux (Facebook et LinkedIn) pour un montant de 608,37 $.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

RÉPONSE

PUBLICITÉS DANS LES MÉDIAS	POURCENTAGE	MONTANT
Dépenses médias communautaires	0%	0 $
Dépenses Internet et médias sociaux	23%	924 $

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la *Politique jeunesse du Québec* en 2020-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021
.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la jeunesse.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le Ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le Ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

RÉPONSE

La liste contrats octroyés par le Ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la *Politique culturelle du Québec* en 2020-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la *Politique culturelle du Québec* en 2020-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires autochtones.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

RÉPONSE

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation du Québec.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le Ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toutes action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme :
a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;
b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 ;
c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)

RÉPONSE

Voir la réponse de la question 8.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

RÉPONSE

Voir la réponse de la question 8.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :
a) Liste des contrats;
b) Nom du fournisseur;
c) Montant déboursé.

RÉPONSE

Voir la réponse de la question 8.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

La présidente du Conseil du trésor annonçait le 17 février dernier une compensation financière pour les employés effectuant du télétravail dans le contexte d'urgence sanitaire.

Aucun remboursement aux employés n'a été effectué au 28 février 2021. La consigne visant la compensation financière aux employés a été transmise aux employés le 4 mars 2021. La période couverte par la réclamation est rétroactive du 13 mars 2020 jusqu'à la fin de l'urgence sanitaire.

Nº : 111A

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a effectué aucun remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail au 28 février 2021.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

135,49 $

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du Ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :

a) Les sommes dépensées
b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière

---

RÉPONSE

a) Le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur ont dépensé 112 666,50 $ au soutien aux employés en matière de santé mentale.

b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

c) Le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur ont dépensé 77 356,42 $ spécifiquement en ressources externes en matière de santé mentale.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offre du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur n'ont pas octroyé de contrat de plus de 25 000$ à des ressources externes en matière de santé mentale.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :

a) les sommes dépensées;
b) le nombre de demandes au *Programme d'aide aux employés* (PAE);
c) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

RÉPONSE

La DRH du ministère de l'Éducation (MEQ) est en charge d'appuyer le Conseil supérieur de l'éducation sur toutes questions relatives aux ressources humaines et au soutien aux employés, notamment au regard de l'application du Programme d'aide aux employés. Les sommes allouées en soutien aux employés du Conseil supérieur de l'éducation pour l'année 2020-2021 relèvent de l'enveloppe budgétaire du MEQ. Aucune somme n'a donc été dépensée directement par le Conseil supérieur de l'éducation.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :

a) Les sommes dépensées
b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

RÉPONSE

A) 0 $
C) 0 $

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offre du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021

a) Total des dépenses réalisées;
b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);
c) Liste des fournisseurs retenus;
d) Coûts d'installation;
e) Liste des contrats accordés et montants déboursés;
f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif;

RÉPONSE

a) 26 013,58 $
b) Gants, lingettes, masques, lunette de protection, gel et autres.
c) Novexco inc. (Hamster)
Produits Cadillac
Distribution industrielle GC inc
Formation Prévention Secours inc.
AMP Digital inc.
Société québécoise des infrastructures.
Monette Express
d) 4 689,30 $ (installation, manutention et livraison)
e) Non pertinent à l'étude des crédits
f) Un contrat d'approvisionnement peut être conclut de gré à gré si le montant est inférieur aux seuils d'appel d'offres déterminés par les accords de libéralisation.

Pour les contrats de plus de 25 000$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :

a) total des dépenses réalisées;
b) type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);
c) liste des fournisseurs retenus;
d) coûts d'installation;
e) liste des contrats accordés et montants déboursés;
f) si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.

RÉPONSE

Aucune dépense concernant l'achat de matériel de protection individuel n'a été fait par le Conseil supérieur de l'éducation en 2020-2021.

Pour les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :

a) Total des dépenses réalisées;
b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);
c) Liste des fournisseurs retenus;
d) Coûts d'installation;
e) Liste des contrats accordés et montants déboursés;
f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.

RÉPONSE

A) 0 $ (fournis par le locateur)
B) gel désinfectant, masques de procédures, lingettes
C) N/A
D) 0 $
F) N/A

Pour les contrats de plus de 25 000$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https: //seao.ca/.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :
a) Le total des sommes dépensées;
b) Le nom des fournisseurs retenus;
c) La liste des contrats.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes logés dans un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

a) le total des sommes dépensées;
b) le nom des fournisseurs retenus;
c) la liste des contrats.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes logés dans un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :
a) Le total des sommes dépensées;
b) Le nom des fournisseurs retenus;
c) La liste des contrats.

RÉPONSE

Aucune somme dépensée.

Les frais de désinfection et d'entretien ménager sont à la charge du locateur qui est le Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

RÉPONSE

Le Ministère n'a reçu aucune visite d'inspecteur de la CNESST dans ses établissements.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a reçu aucune visite de la CNESST dans ses locaux situés dans l'édifice Iberville II, 1175, avenue Lavigerie, bureau 180, Québec (Québec) G1V 5B2.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

RÉPONSE

Aucune visite et aucune recommandation.
.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public).

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
d) le montant accordé;
e) les motifs de la demande;

RÉPONSE

Trois contrats ont fait l'objet d'une autorisation spécifique du dirigeant d'organisme en vertu de l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Nom du fournisseur	**Montant du contrat**	**Montant du supplément autorisé par le dirigeant d'organisme**	**Motif de la demande**
Cofomo, In Fidem, M3P Services-conseils	1 143 643 $	85 636 $	Les avenants ont été conclus afin d'assurer la continuité de services et ainsi éviter un retard dans les travaux du Centre opérationnel de cyberdéfense (COCD)
Conseillers en gestion et informatique CGI inc., Les services conseils ABna inc., Levio Conseils inc.	785 540 $	64 964 $	Les avenants ont été conclus afin d'assurer la continuité de services.
Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires (GRICS)	800 000 $	180 000 $	Les avenants ont été conclus afin d'assurer la suite des travaux concernant le synchronisme entre les systèmes du Ministère et ceux de la Société GRICS.

Le tableau inclut les données pour le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/

Source : Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
d) le montant accordé;
e) les motifs de la demande.

RÉPONSE

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation spécifique du dirigeant d'organisme en vertu de l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

a) le nombre d'autorisations;
b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
d) le montant accordé;
e) les motifs de la demande;

RÉPONSE

Aucune autorisation du sous-ministre en 2020-2021

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://www.seao.ca/

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :
a) le nom du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le coût;
d) l'état de prestation des services;
e) l'échéancier.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :
a) les noms du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le coût;
d) l'échéancier;
e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

RÉPONSE

Voir la réponse à la question 8.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2020-2021:
a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

RÉPONSE

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

RÉPONSE

Comité	**Mandat**	**Liste des personnes**	**Honoraires**
Comités d'enquête	Le mandat des avocats est d'agir à titre de président du comité d'enquête constitué par le ministre, dans les cas suivants : *Dans le cas d'une ordonnance ou d'une accusation encore pendante* Le mandat d'un comité d'enquête est d'établir si, à son avis, un enseignant faisant l'objet d'une ordonnance judiciaire ou d'une accusation encore pendante pour une infraction criminelle ou pénale, qui de l'avis du ministre, a un lien avec l'exercice de la profession enseignante, a commis une faute grave à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ou un acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité de la fonction enseignante. *Dans le cas d'une plainte* Le mandat d'un comité d'enquête est d'établir si une plainte, déposée contre un enseignant, est fondée et si cet enseignant a commis une faute grave à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ou un acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité de la fonction enseignante.	• Me Daniel Chénard • Me Louis Masson • Me Madeleine Lemieux • Me Monique Nadeau	Pour l'année financière 2020-2021, en date du 28 février 2021, un montant de 24 184 $ a été versé à Me Chénard, un montant de 7 497 $ a été versé à Me Masson, un montant de 8 637,12 $ a été versé à Me Lemieux, et un montant de 10 360 $ a été versé à Me Nadeau. Pour un montant total de **50 678,12 $**

Comité de révision et comité conseil (conventions collectives FSE et FAE)	Traiter les plaintes en matière de scolarité des enseignants et recevoir, aux fins d'étude ou de recommandation, les plaintes ou les suggestions relatives à une règle d'évaluation contenue au Manuel d'évaluation de la scolarité.	Mme Danielle Fleury	Aucun montant n'a été versé à Mme Fleury pour l'année financière 2020-2021puisqu'aucune rencontre n'a eu lieu.
Comité de révision et comité conseil (convention collective APEQ)	Traiter les plaintes en matière de scolarité des enseignants et recevoir, aux fins d'étude ou de recommandation, les plaintes ou les suggestions relatives à une règle d'évaluation contenue au Manuel d'évaluation de la scolarité.	Mme Danielle Fleury	Aucun montant n'a été versé à Mme Fleury pour l'année financière 2020-2021 puisqu'aucune rencontre n'a eu lieu.
Comité de suivi de l'implantation du cycle d'éducation préscolaire (CSICEP)	Fournir au ministre des avis et des recommandations concernant le projet de programme-cycle d'éducation préscolaire de même que son implantation dans le milieu scolaire.	• Monique Brodeur • Julie Beaulieu • France Capuano • Jo-Anne Doyon • Fanny Lamache • Nathalie Morel • Anne-Marie Rheubottom	Jo_Anne Doyon est rémunérée à raison de 125 $/jour jusqu'à un montant maximal de 15 000 $, incluant le remboursement de ses frais de déplacement. Les autres membres du Comité siègent à titre bénévole, mais leurs frais de déplacement sont remboursés.
Commission de l'éducation en langue anglaise (CELA)	Émettre des avis au ministre de l'Éducation sur les questions relatives aux services éducatifs dans le secteur anglophone dans ses écoles primaires et secondaires et ses centres de formation professionnelle et d'éducation des adultes, ainsi que de répondre aux demandes d'avis que le ministre lui adresse.	• **Présidente :** Mme Cathrine Le Maistre • **Membres :** Pamela Bussey (2021) Alain Guy (2021) Heather Halman (2022) Susan Hamilton (2020) Jan Langelier (2021) Roma Medwid (2020) Suzanne Meesen (2020) Marzia Michielli (2021) Pelagia Nickoletopoulos (2020) Louise Outland (2022) Corinne Payne (2022) Sylvain Racette (2022) Jean Robert (2021) Chantale Scroggins (2020) Warren Thomson (2020) Robert Watt (2021)	1 500 $ par mois avec un maximum de 2 000 $ de frais de déplacement Hormis Mme Cathrine Le Maistre, présidente, tous les membres de la CELA siègent à titre de bénévole. Toutefois, leurs frais de déplacement sont payés.

Commission de l'éducation en langue anglaise (CELA)	Réaliser divers travaux, dont le traitement et la compilation de données, l'analyse de données, la rédaction technique et l'édition de rapport. Début du mandat 1er juillet 2019 au 30 juin 2020.	• Mme Cathrine Le Maistre, spécialiste en recherche	30 heures par mois à un tarif de 50 $/heure, pour 1 500 $ mensuellement. Frais de déplacement : selon les frais réclamés pour un montant maximal de 1 000 $ annuellement.
Table des gestionnaires du réseau scolaire sur les enjeux liés à la diversité ethnoculturelle, linguistique et religieuse en milieu scolaire	- S'assurer de la mise en œuvre des orientations ministérielles relatives à l'intégration linguistique et à l'éducation interculturelle (La *Politique d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle* au moment de la création de la Table); - Favoriser le partage d'expertise et la mise en commun des bonnes pratiques; - Identifier les forces, les progrès, les obstacles et les réalisations liés à la mise en œuvre des orientations; - Consulter le réseau sur les ajustements nécessaires; faire des recommandations au ministre dans les matières qui le requièrent. Principaux objets de préoccupations : - L'accueil et l'intégration des élèves issus de l'immigration ; - La mise sur pied des services particuliers destinés aux élèves issus de l'immigration, comme le prescrit le régime pédagogique ; - Le soutien offert au milieu scolaire pour l'organisation des services ; - La gestion de la diversité en milieu scolaire et la mise sur pieds de pratiques favorisant l'éducation interculturelle.	**Membres 2019:** Daniel Camirand (ADIGECS) Hélène Bourdages (AMDES) Michel Turcotte (AQCS) Josée Duhamel (AQPDE) Linda Pagé (FQDE) Eva Lettner (AAESQ) Benoît Duhême (Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec) Patrice Daoust (FEEP) Charles-Antoine Sévigny (MIFI) Stéphan Reichhold Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI)	Aucune rencontre tenue en 2020-2021 (les rencontres prévues ont été annulées en raison de la pandémie) Aucun honoraire lors de ces rencontres.

Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones	La Table nationale a été mise sur pied dans le cadre de la Politique sur la réussite éducative afin de permettre aux partenaires autochtones en éducation de se concerter en lien avec les besoins des élèves autochtones en formation générale des jeunes, des adultes et en formation professionnelle. À cet effet, elle a pour mandat de créer un lieu officiel de concertation entre le Ministère et les organisations autochtones en éducation.	Dre Elma Moses et Catherine Rutherford(Commission scolaire crie), Tunu Napartuk, Erik Olsthoorn (Commission scolaire Kativik), Nathan Uniam (Comité d'éducation Naskapi), Jill Robinson (Commission scolaire Central Québec), Ana Osborne (Commission scolaire du Littoral), Isabelle Julien (Commission scolaire de la Baie-James), Denis-Gros-Louis (coprésident) et AnnieDenis Gros-Louis (Conseil en éducation des Premières Nations), Tanu LusignanRola Helou (Conseil scolaire des Premières Nations en éducation des adultes), Isabelle Therrien et Madeleine Gill (Centre de développement de la formation et de la main-d'œuvre huron-wendat), Julie Basile (Institut Thsakapesh), Lisette Petiquay (Conseil de la Nation Atikamekw), Amélie Lainé (Regroupement des centres d'amitiés autochtones du Québec), Richard Poirier Yannick Roy (Commission scolaire Harriana et et Richard Poirier (Centre de service scolaire du Fer) pour r et Association des directions générales des Centres de serviceommissions scolaires), Ruth Ahern (Association des directeurs généraux des commission scolaires anglophones du Québec), Isabelle Tremblay (FSE-CSE pour la Centrale des Syndicats du Québec) Représentants du MEQ : Steven Colpitts, SMA, Martin Quirion (DRPNIN), Josée Arseneault (DRPNIN), Sara Abdelgawad (DRPNIN), Marie-Laure Tremblay (DRPNIN)	17 juin 2020 : 2 150 $: service de traduction simultané (LMB) 1er octobre 2020 : 2 172,50 $ (Service de traduction simultanée (LMB) 4 février 2021 : 2 925 $ Service de traduction simultanée (LMB Aucun coût pour les brèves rencontres extraordinaires dans le contexte de la Covid-19 des 2, 16, 23 et 30 avril, 7 mai et 26 août 2020.

Table sur la réussite du réseau éducatif anglophone	Fournir des recommandations d'actions concertées dans le cadre de l'Entente Canada-Québec relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement des langues secondes (ECQ)	Katherine Korakakis, Association des comités de parents anglophones – Steven Colpitts, SMA, ministère de l'Éducation(MEQ) – Nadia Ghagi (MEQ) - Boyd Lavallée (MEQ) – Andrew Locatelli (MEQ) – Dan Lamoureux, Association des commissions scolaires anglophones du Québec – Dominic Di Stefano, Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec – Véronique Marin, Association des administrateurs des écoles anglaises du Québec – Sylvain Racette, Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec – Lucie Roy, Table des directeurs de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle – Chantale Scroggins, Table des administrateurs des services éducatifs complémentaires – Sébastien Joly, Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec – Stéphane Lagacé, Table des directeurs des services éducatifs anglophones	Aucun frais de réclamer pour la 1ère rencontre

Nº : 124A

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

RÉPONSE

Les quelques cent membres qui participent aux réunions du Conseil supérieur de l'éducation ne reçoivent aucun honoraire.

Nº : 124B

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

RÉPONSE

Aucun honoraire n'est versé relativement à la participation des membres à ces comités.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

RÉPONSE

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au Rapport annuel 2020-2021 des ministères et des organismes ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2020-2021 du Protecteur du citoyen.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du Ministère.

RÉPONSE

Voir la réponse à la question 15m.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

a) nombre de stagiaires reçus;
b) heures de stages effectués;
c) rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

a) Il y a eu 22 stagiaires au Ministère entre le 1er avril 2020 et le 28 février 2021.

b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

c) La rémunération totale déboursée pour les stagiaires est de 113 819,45 $.

-MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
.Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

a) Nombre de stagiaires reçus;
b) Heures de stages effectué;
c) Rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

a) Le Conseil supérieur de l'éducation a un stagiaire au cours de la période de référence.

b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

c) Le Conseil supérieur de l'éducation n'avait déboursé aucun montant au 28 février 2021.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

a) nombre de stagiaires reçus;
b) heures de stages effectués;
c) rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

Pour l'année 2020-2021 :

a) Aucun stagiaire n'a été reçu.

b) Aucune heure effectuée

c) 0$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :

a) nombre total de véhicules;
b) le type de véhicules;
c) le nombre de véhicules hybrides;
d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
e) le nombre de véhicules électriques.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veuillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :
a) les sommes dépensées pour chaque action;
b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en œuvre de chaque action.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Fournir la liste des rencontres avec des représentants autochtones, avec la date de la rencontre, les nations représentées et l'objet de la rencontre.

RÉPONSE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Faire une liste de toutes les analyses différenciées selon les sexes (ADS+) effectuées au sein de tous les ministères et tous les organismes. Donner le coût pour effectuer chacun de ces analyses en ETC ou le montant du contrat octroyé.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.